

VOTRE REGION

À Bordeaux, Stéphanie Rist cajole les soignants

4 min ▪ Isabelle Castéra, i.castera@sudouest.fr



Plusieurs établissements ont été traversés hier par un aréopage influent dans les pas de la ministre de la Santé, venue saluer l'engagement des équipes pendant les incendies

Des soignants oubliés

L'Union régionale des professionnels de santé (URPS) a publié hier soir, à la suite de la venue de la ministre Rist, un communiqué pour déplorer le fait qu'elle n'ait pas souhaité rencontrer «les soignants de ville, alors que plusieurs milliers d'entre eux s'étaient mobilisés pour assurer la prise en charge sanitaire des personnes évacuées en Gironde et dans

les Landes», écrit l'URPS, ajoutant qu'il s'agit d'«un véritable camouflet aux professionnels de santé libéraux».

«On n'est pas passé loin», «on a eu peur», «on a vécu le pire et le meilleur de notre vie: une crise virulente face à une alliance solidaire incroyable». «C'était pire que pendant le Covid, plus stressant, trop rapide, il fallait gérer l'incertitude.» Ils sont fiers, tous. Dressés dans leur blouse blanche, rose ou bleue, dans leur t-shirt estampillé Samu, CUMP (cellule d'urgence médico-psychologique), Assum 33 (Association des services de soins et d'urgences médicales de la Gironde) ou CHU de Bordeaux, tous fiers d'avoir traversé le feu. «Sans un mort», atteste Stéphanie Rist, ministre de la Santé, dès son arrivée hier à midi, devant les urgences de l'hôpital Pellegrin. Ce furent ses premiers mots, et elle les a bien répétés.

«Il faut se mettre en place pour l'été prochain, travailler après ce retour d'expérience positif»

«J'ai été impressionnée depuis mon bureau à Paris, en temps réel, par votre engagement à tous. Lorsque j'entendais le nombre de personnes évacuées, y compris des malades, des personnes âgées vulnérables: 2500 personnes âgées en établissements, 42 Ehpad évacués, déplacés. Et pas un mort!» Alors, chacun depuis sa place a voulu raconter sa version de la traversée, la façon dont les urgences, le service de régulation du Samu, les ambulances privées, les médecins généralistes et infirmiers de ville ont cassé les codes, bouleversé leurs habitudes pour parer à ce drame estival que fut l'incendie.

Certes, aucun d'eux n'a éteint les flammes, mais ils ont soigné, recueilli, pris soin des milliers d'évacués, parmi les 220 000 personnes qui ont dû quitter leur

maison, souvent en plein cœur de la nuit, pour s'éloigner du feu qui ravageait la forêt.

« Mutualiser nos compétences »

Thomas Mesnier, patron du pôle, et Pierre Hausfater, chef des urgences adultes à Pellegrin, ont conduit la ministre, accompagnée de Sophie Brocas, préfète de Gironde, de Sarah Sauneron, nouvelle directrice générale de l'agence régionale de santé (ARS) de Nouvelle-Aquitaine, et du maire de Bordeaux Thomas Cazenave, à travers les couloirs du service des urgences, laissant la place aux brancards, aux déplacements des soignants.

«Nous avons mutualisé nos compétences, nos moyens pour trouver des solutions en temps réel, accueillir les patients les plus vulnérables. Nuit et jour, il y avait du monde pour répondre à des équations complexes: on sortait d'épisodes caniculaires intenses, avec une suractivité liée aux hyperthermies sévères, et on a basculé dans cette urgence en cumulant des difficultés: période de vacances, week-ends et souvent des évacuations nocturnes», a décrit Thomas Mesnier.

Le leitmotiv de la ministre durant son petit périple girondin hier était d'écouter «les paroles à chaud» des professionnels de santé. Certains ont pris la parole, alors qu'ils n'étaient pas forcément attendus. Ainsi, le docteur Magali Labadie, chef du centre antipoison, a tenu à signaler avoir travaillé de façon exceptionnelle avec le Samu, le centre de régulation et les assistants de régulation médicale pour répondre au téléphone aux victimes de fumées et d'autres poisons, qu'ils soient citoyens ou pompiers.

Plan d'adaptation

«Et ce n'est pas fini, il y a encore des gens qui attendent des réponses!» a-t-elle mentionné. De son côté, Nicolas Ribaut, directeur médical du service d'accès aux soins (SAS 33), président de l'Assum33, qui travaille comme médecin-régulateur au centre de régulation, a rappelé que 450 médecins généralistes de

ville étaient intervenus spontanément durant cette crise, et 2800 infirmiers, venus parfois d'autres départements.

Puis, la ministre a rejoint l'hôpital psychiatrique Charles Perrens, où le docteur Chantal Bergey, chef du pôle psychiatrie d'urgence, et le docteur Charles-Henry Martin, médecin référent zonal de la cellule psychiatrique d'urgence, ont présenté les dispositifs mis en place pendant les incendies et destinés à être pérennisés.

«Je tenais à venir pour remercier toutes les équipes ici, au CHU, chez vous, à Ares, et je pense aussi aux Landes, qui ont fait un travail d'engagement remarquable. Il faut se mettre en place pour l'été prochain, et travailler après ce retour d'expérience positif. Ne pas négliger les retentissements post-traumatiques. Un plan d'adaptation au climat est en cours. Nous sommes en discussion budgétaire en ce moment, il faut adapter nos budgets à cette réalité, les canicules, les incendies, pour faire encore mieux.»